



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

CONFÉRENCE

Trente-quatrième session

Rome, 17-24 novembre 2007

LA SITUATION DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE

Table des matières

	Paragraphes
I. INTRODUCTION – PERSPECTIVE A PLUS LONG TERME	1 - 2
II. PRODUCTION AGRICOLE, HALIEUTIQUE ET FORESTIÈRE ET UTILISATION	3 - 13
A. AGRICULTURE	3 - 6
B. PRODUCTION HALIEUTIQUE ET UTILISATION	7 - 9
C. SUPERFICIE FORESTIÈRE, PRODUCTION ET UTILISATION	10 - 13
III. CONSOMMATION ALIMENTAIRE	14 - 20
A. DIVERSIFICATION DE LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE	15 - 18
B. PROBLÈME NAISSANT D'OBÉSITÉ DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT	19 - 20

Par souci d'économie, le tirage du présent document a été restreint. MM. les délégués et observateurs sont donc invités à ne demander d'exemplaires supplémentaires qu'en cas d'absolue nécessité et à apporter leur exemplaire personnel en séance.
La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur l'Internet, à l'adresse www.fao.org

IV. COMMERCE AGRICOLE, PRIX ET DIVERSIFICATION	21 - 36
A. COMMERCE	21 - 25
B. PRIX	26 - 30
C. DIVERSIFICATION DU COMMERCE	31 - 36
V. INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE PERSISTANTE DANS DE NOMBREUSES RÉGIONS DU MONDE	37 - 49
A. TENDANCES FUTURES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE	47 - 49
VI. OPPORTUNITÉS ET DÉFIS POUR DEMAIN	50 - 57
A. CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE PERSISTANTE DANS LES PAYS LES PLUS PAUVRES	50 - 51
B. RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE DE LA PRODUCTION AGRICOLE	52 - 53
C. BIOÉNERGIES	54
D. EAU	55 - 56
E. CHANGEMENT CLIMATIQUE	57

I. INTRODUCTION – PERSPECTIVE À PLUS LONG TERME

1. L'agriculture mondiale, pêches et foresterie incluses, a marqué des progrès notables au cours des cinquante dernières années mais se trouve aujourd'hui confrontée à d'importants défis pour les décennies à venir.¹ La proportion de la population mondiale souffrant de la faim a diminué de moitié depuis 1969-1971, période la plus ancienne pour laquelle des données sont disponibles. Des progrès continuent d'être enregistrés en ce qui concerne la réduction de la proportion de la population sous-alimentée, mais le nombre absolu de personnes souffrant de la faim semble en augmentation depuis 1995-1997.
2. La croissance agricole contribue directement à la sécurité alimentaire, mais elle favorise également la réduction de la pauvreté et sert de moteur à la croissance économique globale dans une grande partie du monde en développement. Toutefois, les progrès du secteur agricole ne sont pas uniformes et varient selon les pays et les régions, et ils semblent se tarir depuis le début des années 1990. De nombreux pays parmi les moins développés, en particulier ceux caractérisés par un environnement de production marginal, continuent d'enregistrer des niveaux de productivité faibles ou stagnants, des déficits alimentaires croissants et une augmentation de la faim et de la pauvreté. Toute la difficulté consiste à relancer la croissance agricole au niveau mondial et en étendre les bénéfices aux laissés pour compte du développement.

II. PRODUCTION AGRICOLE, HALIEUTIQUE ET FORESTIÈRE ET UTILISATION

A. AGRICULTURE

3. La valeur de la production agricole totale (cultures vivrières et non vivrières ainsi que produits d'élevage) a pratiquement triplé en termes réels depuis 1961 (Figure 1), soit une hausse moyenne de 2,3 pour cent par an, très supérieure à la croissance démographique mondiale (1,7 pour cent par an). Cette croissance trouve en grande partie son origine dans les pays en développement mais elle reflète également la part croissante des productions à forte valeur ajoutée comme les produits d'élevage et horticoles.
4. La valeur ajoutée agricole par habitant à l'échelle mondiale a progressé en moyenne de 0,4 pour cent par an en termes réels depuis 1961 (Figure 2). L'Amérique latine et l'Asie du Sud ont enregistré une légère hausse, tandis que la région Asie de l'Est et Pacifique a plus que doublé la valeur ajoutée agricole par habitant au cours des quatre dernières décennies. L'Afrique subsaharienne est la seule région du monde dans laquelle la valeur ajoutée agricole par habitant n'a pas progressé, avec une tendance globale au recul durant la période considérée et de fortes variations dans le temps et entre les pays (Figure 3).
5. La structure de la production agricole s'est considérablement transformée au cours des 40 dernières années: la production de céréales, d'oléagineux, de sucre, de légumes, d'oeufs et de viande a augmenté à un rythme supérieur à celui de la croissance démographique, tandis que la production de légumineuses et de racines et tubercules reculait par rapport à la population totale.
6. La production totale de viande dans les pays en développement a plus que quintuplé, pour passer de 27 millions de tonnes en 1970 à 147 millions de tonnes en 2005 (Figure 4), et bien que cette croissance se ralentisse, la demande mondiale de viande devrait, selon les prévisions, augmenter de plus de 50 pour cent d'ici 2030. Répondre à la demande croissante en produits d'origine animale, tout en préservant la base de ressources naturelles et en s'adaptant au changement climatique et au risque, est l'un des principaux défis auxquels se trouve aujourd'hui confrontée l'agriculture mondiale.

¹ Le présent rapport s'appuie principalement sur Wik, M., P. Pingali et S. Broca, 2007, *Global agricultural performance: Past trends and future prospects*. Document de référence préparé pour le *Rapport sur le développement mondial 2008*. D'autres sources sont également citées dans le texte.

B. PRODUCTION HALIEUTIQUE ET UTILISATION

7. La pêche occupe une place importante dans l'économie alimentaire mondiale. Environ 42 millions de pêcheurs et d'aquaculteurs vivent aujourd'hui des pêches de capture et de l'aquaculture. À l'échelle mondiale, le poisson représente en moyenne 16 pour cent des protéines animales consommées, avec des écarts entre les régions: 22 pour cent en Asie, 19 pour cent en Afrique et environ 7 pour cent en Amérique latine et dans les Caraïbes.

8. La production halieutique totale a plus que doublé depuis 1970, pour atteindre en 2005 141,4 millions de tonnes, dont 93,3 millions provenant des pêches de capture et 48,1 millions de l'aquaculture (Figures 5-7). Alors que la production totale des pêches de capture est restée relativement stable au cours de la dernière décennie, le volume total des prises marines a accusé un recul significatif de 1,8 million de tonnes en 2005. La production aquacole mondiale a connu une croissance rapide ces dernières années et représente actuellement 34 pour cent de la production halieutique totale. Cette croissance concerne principalement la région Asie-Pacifique (en particulier la Chine), qui représente plus de 90 pour cent de la production aquacole totale.

9. Près des trois quarts de la production halieutique mondiale (108 millions de tonnes en 2005) sont directement destinés à la consommation humaine, le reste (33,4 millions de tonnes en 2005) étant utilisé à d'autres fins, principalement l'alimentation du bétail et des poissons d'élevage. La part de l'aquaculture dans l'offre totale de poisson destiné à l'alimentation humaine s'est accrue notablement ces dernières années et atteint aujourd'hui 45 pour cent à l'échelle mondiale (85 pour cent en Chine, et 23 pour cent dans le reste du monde). Pour répondre à la demande future aux niveaux actuels de consommation, la production aquacole devra selon les prévisions atteindre 60 millions de tonnes d'ici 2015. Toute hausse des niveaux actuels de consommation impliquera une croissance plus rapide encore de l'aquaculture.

C. SUPERFICIE FORESTIÈRE, PRODUCTION ET UTILISATION

10. Selon *Global Forest Resource Assessment 2005*, la superficie forestière totale est de quasiment 4 milliards d'hectares. Le taux annuel de déforestation durant la période 2000-2005 est estimé à environ 13 millions d'hectares, mais si l'on tient compte des superficies reboisées et de l'expansion naturelle des forêts, la perte annuelle nette est de l'ordre de 7,3 millions d'hectares, et donc en recul par rapport à la période 1990-2000 (8,9 millions d'hectares).

11. La production mondiale de bois rond a augmenté de plus de 40 pour cent depuis 1965, pour atteindre en 2005 environ 3 503 millions de mètres cubes (Figure 8). Au niveau mondial, la moitié environ de cette production est destinée à une utilisation industrielle (49 pour cent en 2005) et l'autre moitié utilisée comme bois de feu (51 pour cent). Le bois de feu est très majoritairement utilisé dans les pays en développement, qui représentaient en 2005 environ 91 pour cent de la production mondiale de bois de feu, chiffre qui reflète l'importance du bois comme source primaire d'énergie dans la plupart des pays en développement. La hausse des coûts des combustibles fossiles conjuguée aux préoccupations croissantes suscitées par le changement climatique devraient stimuler la demande pour le bois comme source d'énergie, dans les pays en développement comme dans les pays développés.

12. En 2005, les pays en développement ont produit 2 154 millions de mètres cubes, soit 62 pour cent de la production totale de bois rond (Figure 9). La part du bois de feu dans cette production était de 76 pour cent et devrait continuer de croître chaque année. La production de bois rond industriel des pays en développement a reculé de 7 pour cent entre 1996 et 2001, mais depuis 2003, elle a atteint un niveau record et poursuit sa croissance (526 millions de mètres cubes en 2005), en partie du fait de l'augmentation des ressources provenant de plantations forestières arrivant à maturité.

13. La production de bois rond des pays développés a enregistré une baisse significative au début des années 1990 et reste, en dépit d'une progression constante depuis 2001, très en deçà de ses niveaux record de 1989-1990 (Figure 10). Les applications industrielles représentent environ 88 pour cent de l'utilisation du bois rond dans les pays développés, tandis que le bois de feu occupe une place marginale. La persistance d'une forte demande industrielle ainsi que la hausse de la demande à des fins énergétiques, plus particulièrement en Europe, donnent à penser que la production de bois rond continuera de croître dans les années qui viennent.

III. CONSOMMATION ALIMENTAIRE

14. Des progrès significatifs ont été réalisés au niveau mondial pour élever la consommation alimentaire par habitant, laquelle est passée de 2 280 kcal/personne/jour au début des années 1960 à 2 800 kcal/personne/jour aujourd'hui (Figure 11), cette progression étant principalement le fait des pays en développement dans la mesure où les pays développés avaient déjà atteint des niveaux relativement élevés de consommation par habitant. Les progrès significatifs enregistrés en Asie de l'Est ont eu une influence déterminante sur la progression globale des pays en développement.

A. DIVERSIFICATION DE LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE

15. À la fois reflet et moteur des changements intervenus dans la production agricole, décrits ci-dessus, les modes d'alimentation au niveau mondial ont considérablement évolué au cours des quatre dernières décennies (Figure 12). La part des produits de base tels que céréales, racines et tubercules ou légumineuses dans l'alimentation a reculé au profit des produits d'élevage, des huiles végétales et des fruits et légumes.

16. La hausse des revenus, les variations relatives des prix, l'urbanisation et l'évolution des préférences des consommateurs ont changé les comportements alimentaires dans les pays développés comme dans les pays en développement. La hausse des revenus se traduit généralement par une plus grande variété dans l'alimentation et l'introduction de denrées de haute valeur et plus coûteuses, même si les réponses varient entre pays en développement et pays développés. Dans ces derniers, la plupart des consommateurs sont déjà en mesure de s'offrir les aliments qu'ils préfèrent et, par conséquent, l'augmentation de leur revenu n'a qu'une incidence relativement limitée sur leur alimentation et leurs achats de produits alimentaires.

17. Dans les pays en développement (Figure 13) en revanche, une hausse des revenus a des effets immédiats et marqués sur la consommation alimentaire, dans la mesure où les consommateurs ajustent leur budget pour y inclure des aliments de plus haute valeur. Par ailleurs, lorsque les salaires progressent, le facteur commodité entre davantage en ligne de compte puisqu'il permet de consacrer le temps ainsi récupéré sur la préparation des aliments à des activités lucratives ou des loisirs. Les personnes se tournent alors davantage vers les produits transformés, nécessitant moins de temps de préparation. C'est le cas en particulier lorsque le nombre de femmes actives sur le marché du travail est en hausse.² Par ailleurs, la baisse en termes réels des prix des denrées alimentaires a permis aux consommateurs pauvres d'avoir accès à une meilleure alimentation, à niveau de revenu constant.

18. L'urbanisation est un autre facteur déterminant pour les préférences des consommateurs. Les grandes agglomérations urbaines favorisent l'établissement de grandes chaînes de supermarchés, en même temps qu'elles attirent les investissements étrangers et la publicité des grandes multinationales. Ce phénomène, conjugué à la libéralisation des échanges commerciaux et à la baisse des coûts de transport, permet aux populations urbaines d'avoir accès à des denrées alimentaires non traditionnelles.

² Pingali, P. 2007. Occidentalisation de l'alimentation asiatique et évolution des systèmes alimentaires: incidences pour la recherche et les politiques. *Food Policy*, 32(3): 281-298.

B. PROBLÈME NAISSANT D'OBÉSITÉ DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

19. Dans plusieurs pays en développement, l'augmentation et la diversification de la consommation alimentaire par habitant n'ont pas que des effets bénéfiques. Avec un apport énergétique porté à 3 000 kcal/personne/jour, le changement d'alimentation s'accompagne souvent d'une hausse importante de la consommation d'hydrates de carbone raffinés ainsi que d'huiles et de graisses transformées. Cette évolution, conjuguée à un mode de vie plus sédentaire, se traduit par une augmentation rapide des taux de surcharge pondérale, d'obésité et de maladies non contagieuses liées au régime alimentaire telles que diabète de type 2 et maladies cardiovasculaires dans les pays en développement. Il n'est pas rare aujourd'hui d'observer simultanément dans ces pays des phénomènes de surcharge pondérale ou d'obésité et de malnutrition, parfois même au sein d'une même famille, avec des parents obèses et des enfants sous-alimentés.

20. L'excès de poids touche 1,6 milliard d'individus à travers le monde, et l'obésité au moins 400 millions. Deux personnes sur trois souffrant de surcharge pondérale et d'obésité vivent aujourd'hui dans les pays à revenu faible à intermédiaire, l'écrasante majorité se situant dans les pays émergents et les économies de transition.³ Les problèmes de santé et les maladies liées à l'obésité tendent à coexister avec ceux liés à la sous-alimentation. De nombreux pays sont ainsi victimes du « double fardeau de la malnutrition », qui fait peser sur leurs systèmes de santé des difficultés et des contraintes nouvelles.

IV. COMMERCE AGRICOLE, PRIX ET DIVERSIFICATION⁴

A. COMMERCE

21. Depuis le début des années 1960, la valeur nominale des exportations agricoles a été multipliée par dix, tandis que la part du commerce agricole dans le volume total des échanges ne cessait de reculer, pour tomber de près de 25 pour cent à moins de 10 pour cent au cours des dernières années (Figure 14).

22. Durant cette période, le flux net de produits agricoles entre pays développés et en développement s'est inversé (Figure 15). Au début des années 1960, les pays en développement enregistraient un excédent commercial agricole de près de 7 milliards de dollars des États-Unis par an. Mais à la fin des années 1980, cet excédent avait disparu. Et pendant la majeure partie des années 1990 et le début des années 2000, les pays en développement sont devenus importateurs nets de produits agricoles. Sans le Brésil, le déficit du reste du monde en développement aurait été nettement plus important encore et serait passé de 20 milliards de dollars des États-Unis en 2000 à 27 milliards en 2004.

23. Le changement a été plus marqué encore pour les pays les moins développés qui, durant la même période, sont passés de la situation d'exportateurs nets à celle d'importateurs nets de produits agricoles (Figure 16). À la fin des années 1990, les importations de ces pays représentaient plus du double de leurs exportations.

24. Les produits céréaliers ont longtemps dominé le commerce agricole international. Mais aujourd'hui, leur part dans les importations agricoles est tombée en dessous de 50 pour cent dans les pays en développement, et en dessous d'un tiers dans les pays développés. Et tandis que la part des importations de céréales a reculé, les importations de produits alimentaires transformés, à plus forte valeur ajoutée, notamment huiles comestibles, produits d'élevage et fruits et légumes, sont en augmentation dans les pays développés comme dans les pays en développement.

³ OMS (Organisation mondiale de la Santé). 2006. *Stratégie mondiale pour l'alimentation, l'exercice physique et la santé*. Diet and physical activity: global programming note 2006-2007. Genève, Suisse.

⁴ Cette section se fonde sur les publications FAO suivantes: *La situation des marchés des produits agricoles (SOCO) 2004* et *La situation des marchés des produits agricoles (SOCO) 2006*.

25. Environ 40 pour cent (équivalent poids vif) de la production halieutique mondiale entre dans les circuits de commercialisation internationaux, pour une valeur de 78,4 milliards de dollars des États-Unis en 2005 (Figure 17). La part des pays en développement dans les exportations mondiales a été d'un peu moins de 50 pour cent en valeur et 57 pour cent en volume (équivalent poids vif), les neuf premiers pays exportateurs représentant les deux tiers du total des exportations des pays en développement, en valeur. Les pays développés ont absorbé plus de 80 pour cent des importations totales en valeur, le Japon et les États-Unis réunis représentant 32 pour cent du total. Dans les pays en développement, les exportations nettes cumulées des produits de la pêche (21,9 milliards de dollars des États-Unis en 2005) sont très largement supérieures aux recettes d'exportation d'autres produits agricoles tels que café, bananes et caoutchouc.

B. PRIX

26. Une analyse des tendances en matière de prix des produits agricoles au cours des 40 dernières années met en évidence un certain nombre d'éléments frappants (Figure 18):

- Les prix réels des produits agricoles, par comparaison avec ceux de l'ensemble des biens manufacturés, ont enregistré un recul significatif, de près de 2 pour cent par an.
- Les prix réels ont enregistré d'importantes fluctuations autour de cette tendance durable à la baisse.
- Tant ces fluctuations que le recul constant des prix agricoles sont moins marqués depuis le milieu des années 1980.
- Les prix des céréales et des oléagineux ont récemment augmenté, sous l'effet à la fois d'une hausse de la demande en biocarburants et de baisses de la production liées aux aléas climatiques.

27. Ces tendances s'expliquent par un certain nombre de facteurs. Les réformes des politiques commerciales et les progrès des transports et de la logistique ont permis de contenir les prix des biens commercialisés, produits agricoles y compris. Les avancées technologiques ont contribué à la réduction des coûts et permis, à des niveaux de prix donnés, de développer la production à un rythme supérieur à la hausse de la demande, en dépit de la croissance démographique et de l'augmentation des revenus. La libéralisation du commerce a permis à un plus grand nombre de pays d'avoir accès aux marchés mondiaux, réduisant ainsi l'importance relative de la situation de l'offre dans un pays donné, tandis que les progrès technologiques ont permis de réduire la vulnérabilité de certaines cultures face aux aléas climatiques.

28. Les aides à la production et aux exportations dans certains pays développés ont également contribué à la pression à la baisse des cours mondiaux pour de nombreux produits agricoles cultivés en zone tempérée, en réduisant les recettes d'exportation des pays en développement exportateurs de denrées telles que le coton, le sucre et le riz.

29. Bien que les prix réels des produits agricoles dans leur ensemble aient reculé au cours des 40 dernières années, l'ampleur de ce recul est variable d'un produit à l'autre. Les produits traditionnels tels que matières premières, boissons tropicales, oléagineux et céréales sont ceux qui ont accusé les variations les plus importantes et la baisse la plus accentuée.

30. La hausse récente des prix des produits agricoles s'explique par des baisses de production liées à des aléas climatiques et par d'autres facteurs tels que l'émergence des biocarburants comme source importante de la demande en produits agricoles. Il reste à déterminer si cette évolution préfigure un nouveau paradigme en matière de prix agricoles et, si tel est le cas, quelles pourraient en être les implications pour le développement agricole, la réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaire.

C. DIVERSIFICATION DU COMMERCE

31. Certains pays en développement ont su mettre à profit l'évolution des prix et de la demande pour orienter leur production et leur commerce vers des secteurs non traditionnels, à plus forte valeur ajoutée. Ce sont principalement les plus avancés et les plus prospères qui ont réussi cette conversion. Si l'on excepte les pays les moins développés, les pays en développement ont plus que doublé la part des produits horticoles ainsi que de la viande et des produits laitiers dans leurs exportations agricoles, en même temps qu'ils réduisaient celle des boissons tropicales et des matières premières, laquelle est passée de 55 pour cent au début des années 1960 à environ 30 pour cent en 1999-2001.

32. Une analyse des données FAO montre que le commerce de certains produits agricoles non traditionnels, incluant les fruits et légumes ainsi que des produits spéciaux et transformés (à l'exclusion du commerce des bananes et des agrumes), représentait plus de 30 milliards de dollars des États-unis chaque année. Les pays en développement représentaient 56 pour cent du commerce mondial des fruits et légumes non traditionnels en 2001. Ils ont aussi représenté cette même année les deux tiers du commerce de certains produits spéciaux comme les piments, le gingembre et l'ail.

33. Pour un large éventail de ces produits, les pays en développement ont progressivement gagné des parts de marché au détriment des pays développés. Cela est particulièrement vrai pour le commerce des légumes et des produits spéciaux, pour lesquels les pays en développement se sont taillé la part du lion dans la croissance très substantielle du commerce mondial au cours des dix dernières années.

34. Toutefois, ce marché des exportations agricoles non traditionnelles est dominé par une poignée de pays. Certains d'entre eux, tels le Mexique, le Chili, l'Argentine, le Brésil et le Costa Rica, sont au premier rang des pays exportateurs pour plus d'un produit. D'autres occupent une position dominante pour un produit seulement: c'est le cas par exemple du Kenya pour les haricots verts, de la Malaisie pour des fruits tropicaux mineurs, de la Thaïlande pour des fruits frais mineurs et du Zimbabwe pour les petits pois. Un grand nombre de pays n'ont qu'un accès très limité au marché des produits non traditionnels.

35. Les pays les moins développés représentent à peine 0,5 pour cent du commerce mondial des fruits et 0,8 pour cent du commerce mondial des légumes. À l'inverse, leur dépendance vis-à-vis des produits d'exportation traditionnels tels que matières premières et boissons tropicales dans leurs recettes d'exportations agricoles s'est accrue, puisqu'elle est passée de 59 à 72 pour cent au cours des 40 dernières années.

36. Les recettes d'exportations de ces pays n'ont pas progressé, et la hausse des prix des importations n'a fait qu'accentuer davantage l'érosion de leur pouvoir d'achat. Les recettes des exportations agricoles des pays les moins développés ont chuté en termes réels de plus de 30 pour cent au cours des deux dernières décennies, et de moitié au cours des 40 dernières années (Figure 19).

V. INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE PERSISTANTE DANS DE NOMBREUSES RÉGIONS DU MONDE⁵

37. Le Sommet mondial de l'alimentation s'est fixé pour objectif de réduire de moitié le *nombre* de personnes sous-alimentées dans le monde d'ici 2015, par rapport à la période de référence 1990-1992. L'un des Objectifs du Millénaire pour le développement vise à diminuer de moitié la *proportion* de la population mondiale souffrant de la faim durant cette même période.

38. La tendance historique à l'augmentation de la production alimentaire et de la consommation par habitant à l'échelle mondiale s'est traduite par une diminution de la proportion⁶ de la population sous-alimentée dans les pays en développement, laquelle est passée de 37 pour cent en 1969-1971 à 17 pour cent en 2002-2004 (Figure 20). Cette diminution est intervenue pour l'essentiel durant les deux premières décennies de cette période; de fait, par rapport à la période de référence 1990-1992, la proportion de la population sous-alimentée n'a diminué que de 3 pour cent. Le nombre de personnes victimes de la faim dans les pays en développement a baissé de 960 millions en 1969-1971 à 830 millions en 2002-2004, mais ce recul est intervenu pour l'essentiel avant 1990-1992, et de fait ce nombre est en hausse depuis 1995-1997.

39. Depuis 1990-1992, les seuls progrès véritablement significatifs dans la lutte contre la faim ont été concentrés sur un très petit nombre de sous-régions à forte densité de population: la Chine, le Sud-Est asiatique et l'Amérique du Sud (Figures 21a et 21b). En Inde, la prévalence de la faim a diminué de 5 pour cent, mais les progrès en termes de réduction du nombre de personnes souffrant de malnutrition ont été faibles, du fait de la croissance démographique. Dans le même temps, le nombre de personnes sous-alimentées a augmenté dans le reste de l'Asie de l'Est (à l'exclusion de la Chine) et plus encore dans le reste de l'Asie du Sud (à l'exclusion de l'Inde).

40. Le Proche-Orient, l'Afrique du Nord, l'Amérique centrale, l'Asie de l'Est (à l'exclusion de la Chine) et l'Afrique centrale ont enregistré une augmentation à la fois du nombre et de la proportion de personnes sous-alimentées depuis 1990-1992.

41. En Afrique subsaharienne, les progrès accomplis récemment pour réduire la prévalence de la faim méritent d'être signalés. Pour la première fois depuis plusieurs décennies, la proportion de personnes victimes de la faim dans la région a baissé de manière significative, passant de 35 pour cent en 1990-1992 à 32 pour cent en 2001-2003, après un pic de 36 pour cent en 1995-1997. L'Afrique de l'Ouest et le Nigéria ont enregistré une baisse du nombre de personnes sous-alimentées ainsi que de la prévalence de la faim. En Afrique australe et en Afrique de l'Est, la prévalence de personnes souffrant de la faim a décliné (mais pas leur nombre). À l'inverse, l'Afrique centrale a enregistré une hausse dramatique du nombre de personnes sous-alimentées comme de la prévalence de la faim.

42. La baisse récente de la proportion de personnes souffrant de la faim en Afrique subsaharienne est une évolution encourageante. Mais la tâche à laquelle se trouve confrontée la région reste écrasante. Cette région représente à elle seule 25 pour cent de la population sous-alimentée dans le monde en développement, et la proportion la plus forte (un tiers) de la population souffrant de sous-alimentation chronique. Dans 14 pays de la région, 35 pour cent ou plus de la population souffrait de sous-alimentation chronique en 2001-2003. Depuis 1990-1992, le nombre de personnes victimes de la faim est passé de 169 à 206 millions, et 15 seulement des 39 pays pour lesquels des données sont disponibles ont réussi à faire baisser le nombre de personnes victimes de la faim.

⁵ Cette section se fonde sur *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2006*, FAO, et sur les données statistiques mises à jour sur le site Internet de la FAO.

⁶ Une des deux cibles du premier Objectif du Millénaire pour le développement est de réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de personnes victimes de la faim.

43. Les efforts engagés dans la région pour lutter contre la faim ont été entravés par des catastrophes naturelles et d'origine humaine, notamment par les conflits armés survenus dans les années 1990 et par la propagation du VIH/SIDA. De fait, l'augmentation du nombre de personnes sous-alimentées, par rapport à la période de référence retenue par le Sommet mondial de l'alimentation (SMA), a été principalement le fait de cinq pays déchirés par la guerre: Burundi, République démocratique du Congo, Érythrée, Libéria et Sierra Leone. L'aggravation de l'insécurité alimentaire est particulièrement dramatique en République démocratique du Congo, où le nombre de personnes sous-alimentées a triplé, passant de 12 à 36 millions, et où la prévalence est passée de 31 à 72 pour cent de la population.

44. Outre le Ghana, qui a déjà atteint l'objectif du SMA de réduction de moitié du nombre de personnes victimes de la faim, l'Angola, le Bénin, le Tchad, le Congo, l'Éthiopie, la Guinée, le Lesotho, le Malawi, la Mauritanie, le Mozambique et la Namibie ont également enregistré une baisse du nombre de personnes sous-alimentées. Même si les raisons du succès varient selon les pays, la plupart semblent s'être appuyés sur une bonne croissance économique, conjuguée à une hausse significative de la production agricole et alimentaire par habitant.

45. Il existe une corrélation claire entre le revenu par habitant d'un pays et la prévalence de la faim au sein de sa population (Figure 22). D'abondantes données confirment qu'une croissance économique soutenue, entraînant une productivité et une prospérité accrues à l'échelle nationale, contribue à réduire la faim. Mais les études transversales sur les pays en développement semblent indiquer que la seule croissance économique, si elle ne s'accompagne pas de mesures spécifiques de lutte contre la faim, risque de livrer à leur sort, et pour longtemps, des populations affamées, en particulier dans les zones rurales.

46. De nombreuses études montrent que l'impact de la croissance économique sur la réduction de la faim et de la pauvreté dépend tout autant de la nature de la croissance que de son ampleur et de son rythme. Près de 70 pour cent des pauvres des pays en développement vivent en milieu rural et dépendent directement ou indirectement de l'agriculture pour leur subsistance. Dans les pays les plus pauvres, la croissance du secteur agricole est le moteur de l'économie rurale. Et dans les pays les plus touchés par l'insécurité alimentaire, l'agriculture joue un rôle essentiel en termes d'emploi et de revenu. La croissance agricole est donc un facteur crucial dans la lutte contre la faim.

A. TENDANCES FUTURES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

47. La tendance historique à la hausse de la consommation alimentaire par habitant au niveau mondial et plus particulièrement dans les pays en développement devrait, selon les différents scénarios de la FAO, se poursuivre à l'avenir mais à un rythme plus lent que par le passé dans la mesure où un grand nombre de pays approchent de niveaux moyen à élevé de consommation. La moyenne dans les pays en développement pourrait augmenter par rapport à son niveau actuel, 2 650 kcal/personne/jour, pour atteindre 3 070 kcal d'ici 2050. D'ici le milieu du siècle, plus de 90 pour cent de la population mondiale pourrait vivre dans des pays dont la consommation alimentaire par habitant sera supérieure à 2 700 kcal par jour, contre 51 pour cent actuellement et à peine 4 pour cent il y a trente ans. Comme par le passé, les avancées de la Chine et d'une poignée d'autres pays fortement peuplés continueront de jouer un rôle significatif dans ces évolutions.

48. Mais tous les pays ne réussiront probablement pas à atteindre des niveaux de consommation adéquats. Cela est particulièrement vrai des pays caractérisés aujourd'hui par des taux élevés de sous-alimentation et de croissance démographique, des perspectives de croissance économique faibles et des ressources agricoles souvent très limitées. À l'heure actuelle, 32 pays entrent dans cette catégorie, avec un taux moyen de sous-alimentation de 42 pour cent. La population de ces pays pauvres devrait augmenter et passer de 580 millions, son niveau actuel, à 1,39 milliard d'ici 2050, et la consommation alimentaire pourrait, selon un scénario plutôt optimiste, passer de 2 000 kcal/personne/jour à 2 450 kcal dans les 30 prochaines années. Cette

progression sera insuffisante pour garantir une bonne nutrition dans plusieurs de ces pays. Réduire la faim dans ces pays risque donc d'être une entreprise de très longue haleine.

49. En dépit de la lenteur des progrès enregistrés dans la lutte contre la faim, les projections de la FAO impliquent d'importantes améliorations. Dans les pays en développement, le nombre de personnes correctement nourries pourrait augmenter et passer de 3,9 milliards en 1999-2001 (83 pour cent de la population) à 6,2 milliards (93 pour cent) en 2030 et 7,2 milliards (96 pour cent) d'ici 2050. Le problème de la sous-alimentation devrait donc diminuer tant en nombre absolu qu'en proportion de la population.

VI. OPPORTUNITÉS ET DÉFIS POUR DEMAIN

A. CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE PERSISTANTE DANS LES PAYS LES PLUS PAUVRES

50. L'augmentation de la population mondiale a été le principal moteur de la hausse de la demande et de la production alimentaires. Cette croissance démographique se poursuivra mais pourrait, selon les prévisions à plus long terme, se ralentir d'ici le milieu du siècle. La population mondiale devrait passer de 6,7 milliards actuellement à 9,2 milliards d'ici 2050.⁷

51. Cette augmentation devrait dans sa quasi-totalité concerner les pays en développement, et plus particulièrement le groupe des 50 pays les moins développés. Ces pays n'auront sans doute pas atteint des niveaux de consommation alimentaire adéquats en 2050, et il est très probable que la demande de produits alimentaires continuera de croître même si la croissance démographique ralentit.

B. RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE DE LA PRODUCTION AGRICOLE⁸

52. La croissance annuelle de la production agricole mondiale devrait baisser de 1,5 pour cent au cours des 30 prochaines années, et d'encore 0,9 pour cent durant les 20 années suivantes, contre 2,3 pour cent depuis 1961.

53. Tous les grands secteurs (à l'exception du secteur laitier) devraient participer de cette décélération de la croissance agricole. Dans le secteur céréalier, la tendance à la baisse est déjà ancienne et devrait se poursuivre, ce secteur étant celui qui enregistrera le taux de croissance le plus faible au cours des 50 prochaines années.

C. BIOÉNERGIES

54. Les récentes hausses des prix du pétrole créent de nouveaux débouchés pour les produits agricoles utilisés comme matière première pour la production de biocarburants. La compétitivité des biocarburants pourrait se voir encore renforcer si les réductions d'émission de gaz à effet de serre résultant de la substitution d'éthanol à l'essence sont monétisées sous la forme de crédits carbone négociables (Réductions d'émissions certifiées – REC) dans le cadre du Mécanisme pour un développement propre (MDP), conformément aux dispositions du Protocole de Kyoto. Si l'agriculture mondiale devait devenir une source majeure de matières premières pour l'industrie des biocarburants, les implications pour la sécurité alimentaire et l'environnement resteraient à déterminer. Cette question requiert une analyse approfondie en vue d'identifier clairement toutes les implications du point de vue de la sécurité alimentaire et de la réduction de la pauvreté.

⁷ UN. 2007. *World Population Prospects: the 2006 revision. Highlights*. New York, USA, United Nations.

⁸ Fondé sur FAO, Rome, 2006. *World Agriculture Towards 2030/50: Interim Report*.

D. EAU

55. L'agriculture représente 70 pour cent de l'utilisation de l'eau dans le monde, et jusqu'à 95 pour cent dans de nombreux pays en développement, essentiellement pour l'irrigation des cultures. La consommation d'eau par habitant a baissé d'environ 700 à 600 mètres cubes par an depuis 1980, et la productivité de l'eau dans l'agriculture a augmenté d'au moins 100 pour cent entre 1961 et 2001⁹, mais la consommation totale d'eau continue d'augmenter et devrait poursuivre cette tendance à la hausse en raison de la croissance démographique, de l'expansion urbaine et de l'industrialisation croissante.

56. À l'heure actuelle, plus d'1,2 milliard de personnes vivent dans des zones où l'eau est une ressource physiquement rare ¹⁰ et, d'ici 2025, plus de 3 milliards de personnes connaîtront vraisemblablement des problèmes liés au manque d'eau. L'écart entre les ressources en eau et la demande se creuse dans de nombreuses parties du monde, ce qui constitue un frein à l'expansion future de l'irrigation. Dans les régions où les ressources en eau sont déjà limitées, le manque d'eau risque d'être la contrainte la plus sérieuse pesant sur le développement agricole, en particulier dans les zones exposées à la sécheresse.¹¹

E. CHANGEMENT CLIMATIQUE

57. D'importantes incertitudes subsistent quant à la question de savoir quand, où et comment le changement climatique affectera la production agricole et la sécurité alimentaire, mais la plupart des analystes s'accordent à reconnaître que l'incidence négative sur l'agriculture sera plus marquée en zone tropicale qu'en zone tempérée.^{12,13} Des scénarios modélisés prévoient une réduction faible à modérée du rendement potentiel des récoltes. S'il est vrai que le changement climatique aura une incidence négative disproportionnée sur les pauvres, ses effets réels dépendront au moins autant des conditions socioéconomiques que des processus biophysiques en jeu. Des politiques et des investissements en faveur du commerce, des pratiques agricoles durables et le progrès technologique peuvent contribuer à atténuer les effets du changement climatique sur l'agriculture et la sécurité alimentaire tout en stimulant la capacité d'adaptation des individus et des sociétés.¹⁴

⁹ FAO, Rome, 2003. *Déverrouiller le potentiel de l'eau en agriculture*.

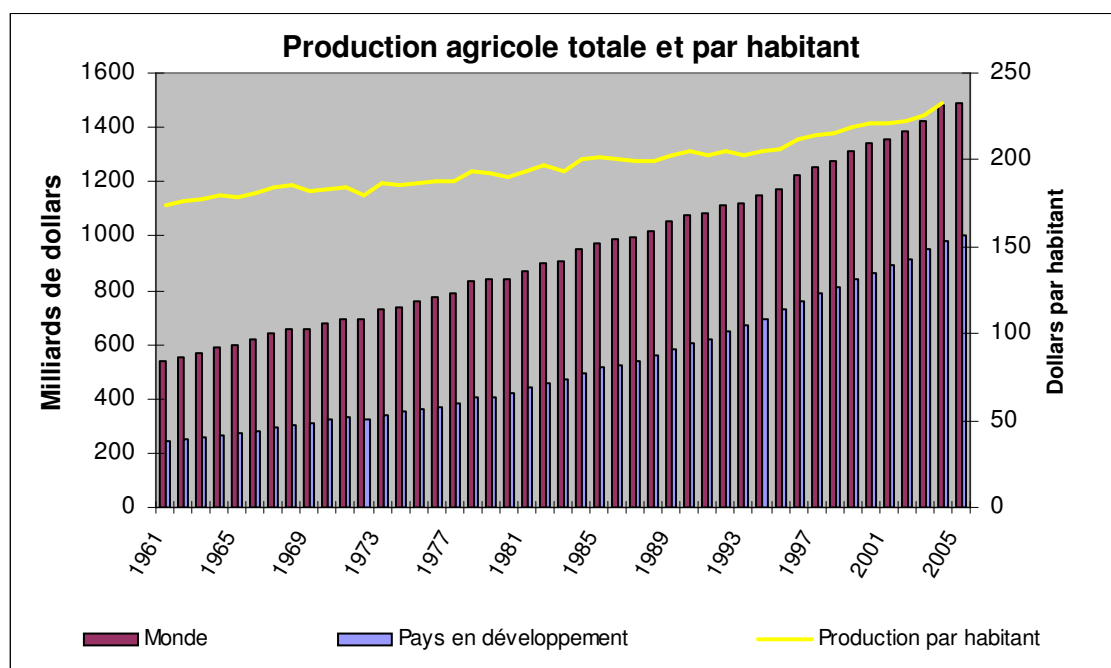
¹⁰ Comprehensive Assessment of Water Management in Agriculture. 2007. *Water for food, water for life: a comprehensive assessment of water management in agriculture*. London, Earthscan and Colombo, International Water Management Institute.

¹¹ Millennium Ecosystem Assessment, 2005.

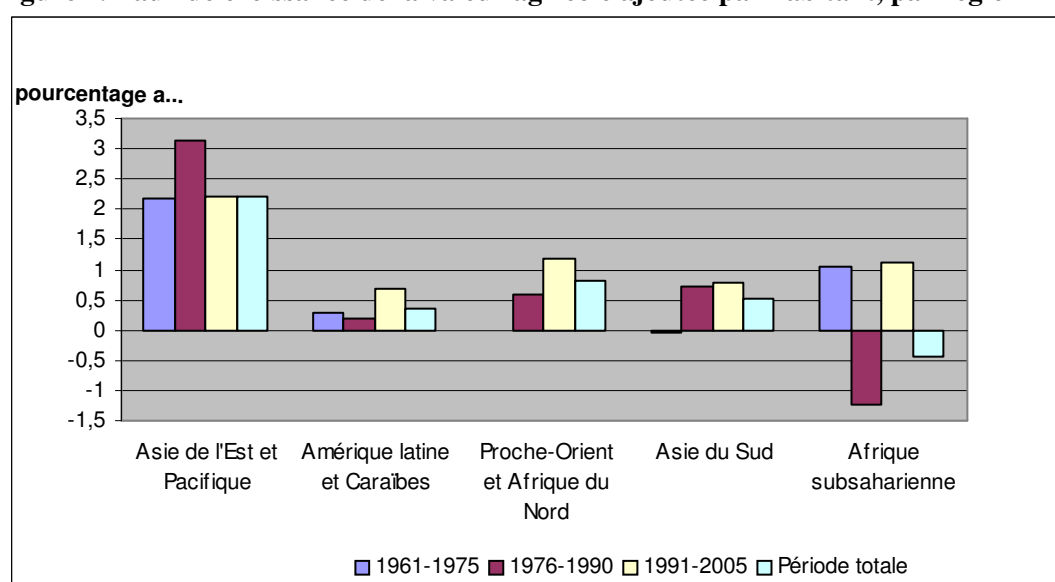
¹² Stern, N. 2007. *The economics of climate change: The Stern Review*. Cambridge, UK, Cambridge University Press.

¹³ IPCC (Intergovernmental Panel on Climate Change). 2007. Summary for policymakers. In *Climate Change 2007: the physical science basis. Working Group I contribution to the Fourth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*. Cambridge, UK, Cambridge University Press.

¹⁴ FAO. 2006. *World Agriculture Towards 2030/50: Interim Report*. Rome.

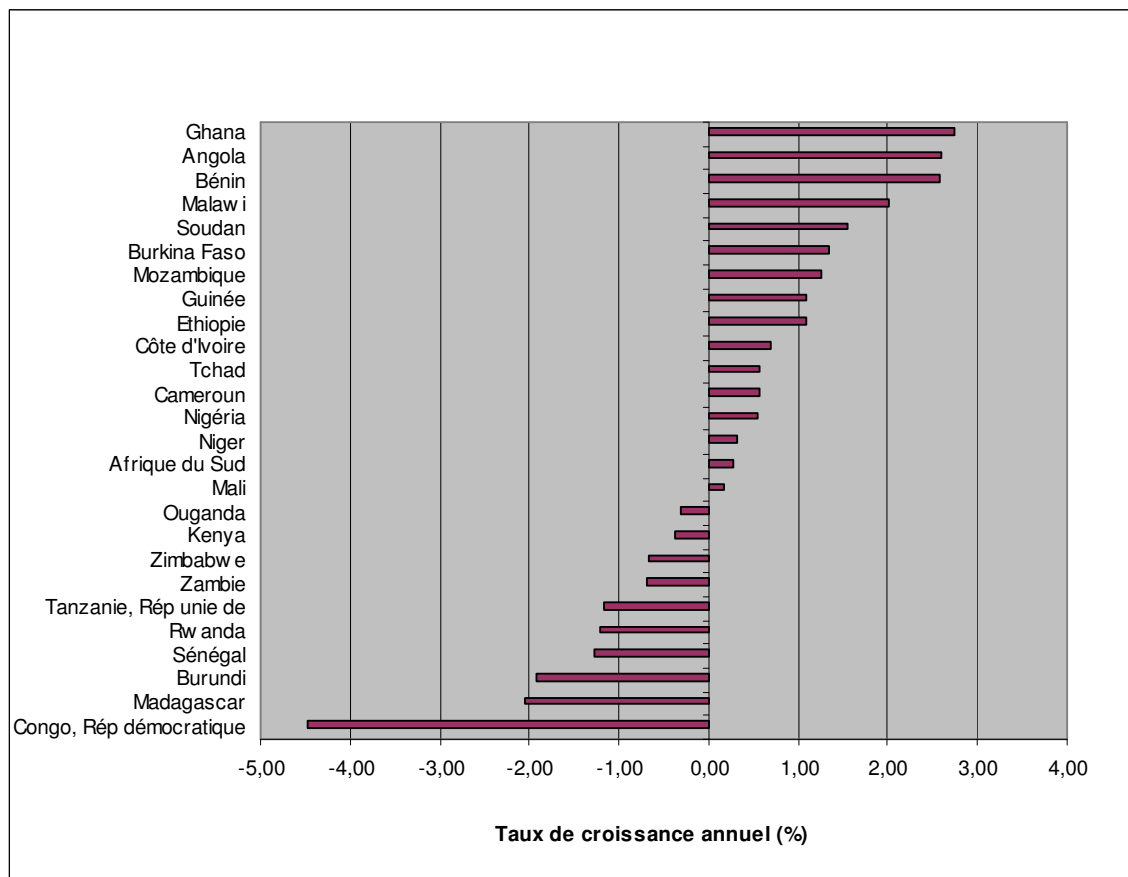
Figure 1. Production agricole totale et par habitant

Source: FAO

Figure 2. Taux de croissance de la valeur agricole ajoutée par habitant, par région

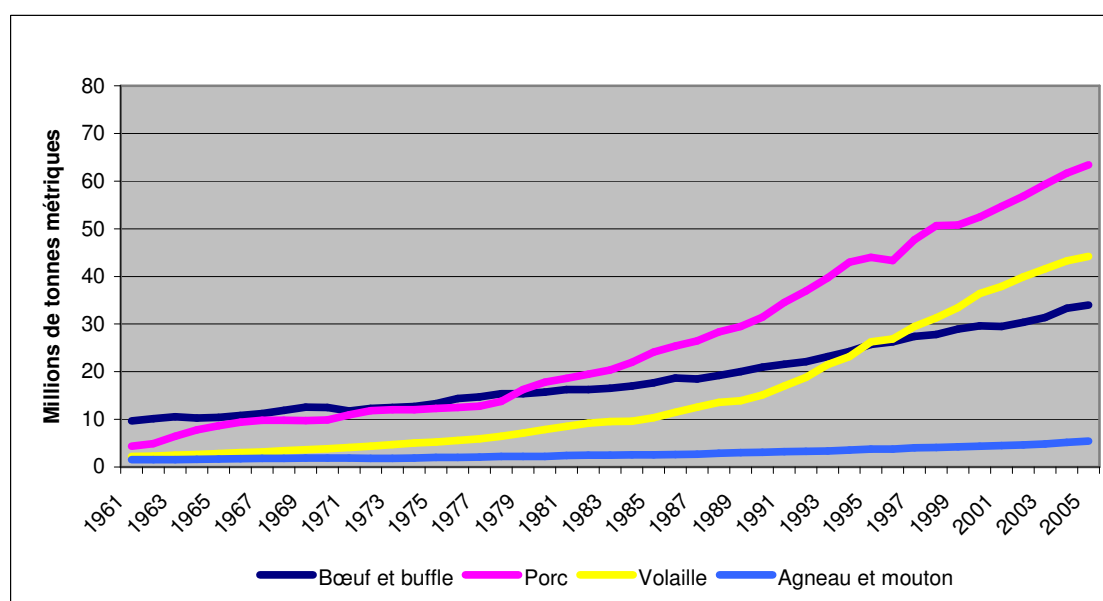
Source: WDI 2006

Figure 3. Taux de croissance de la production agricole par habitant en Afrique subsaharienne, 1990-2004

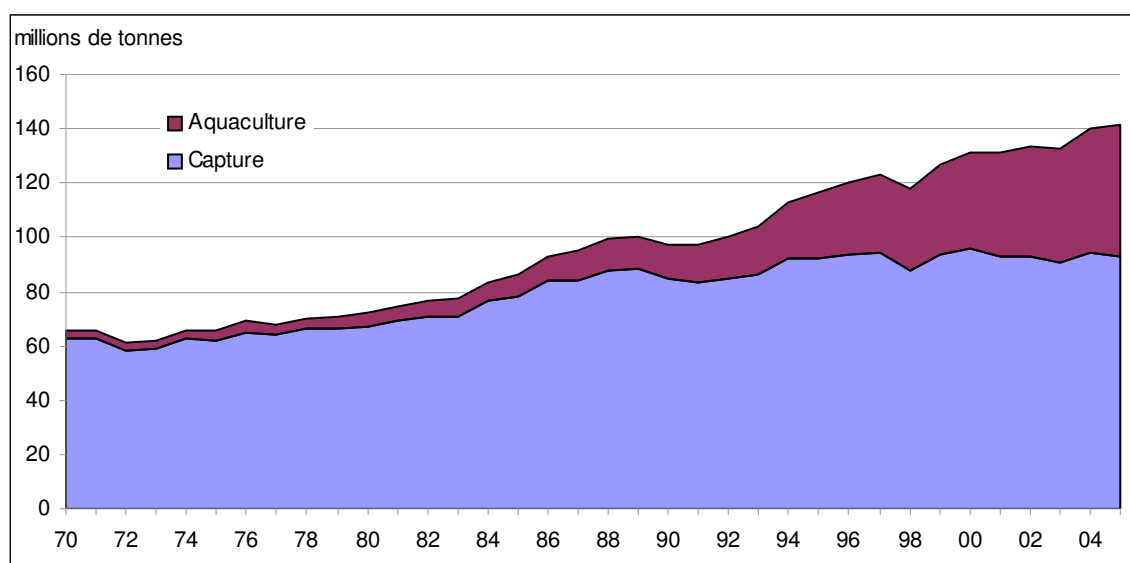


Source: FAO

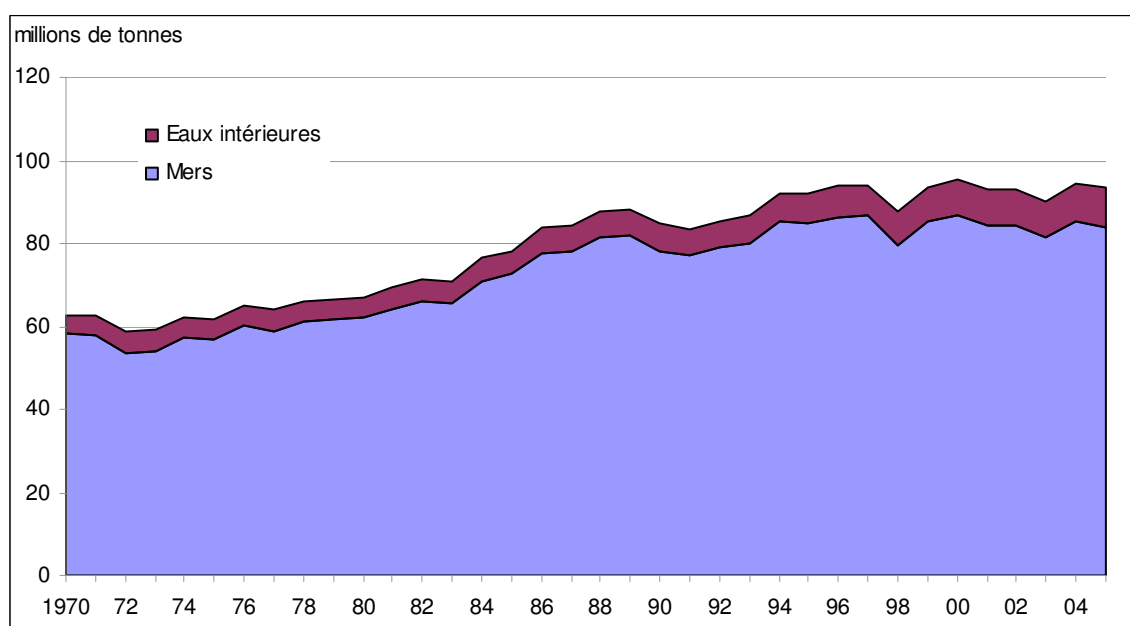
Figure 4. Production de viande dans les pays en développement



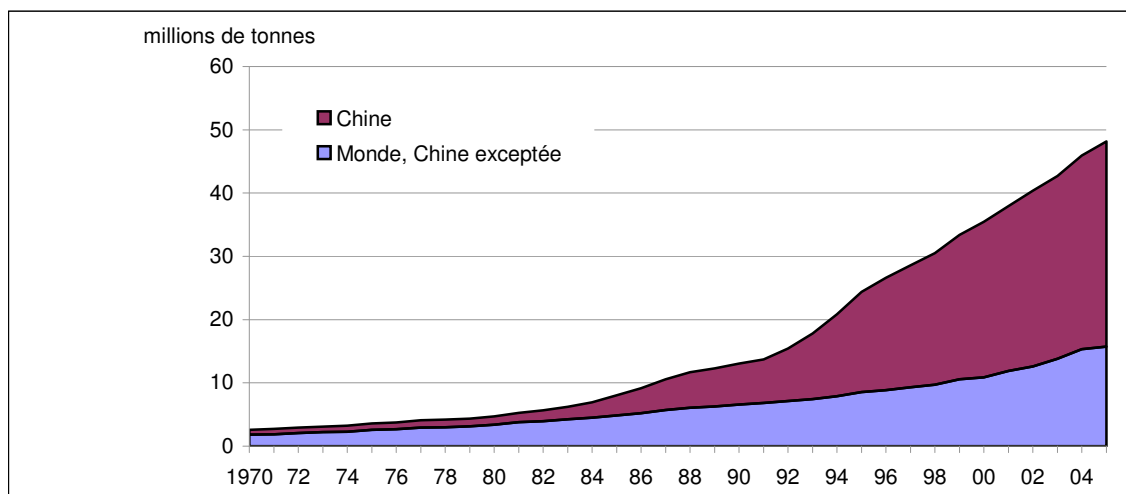
Source: FAO

Figure 5. Production halieutique totale – pêche de capture et aquaculture

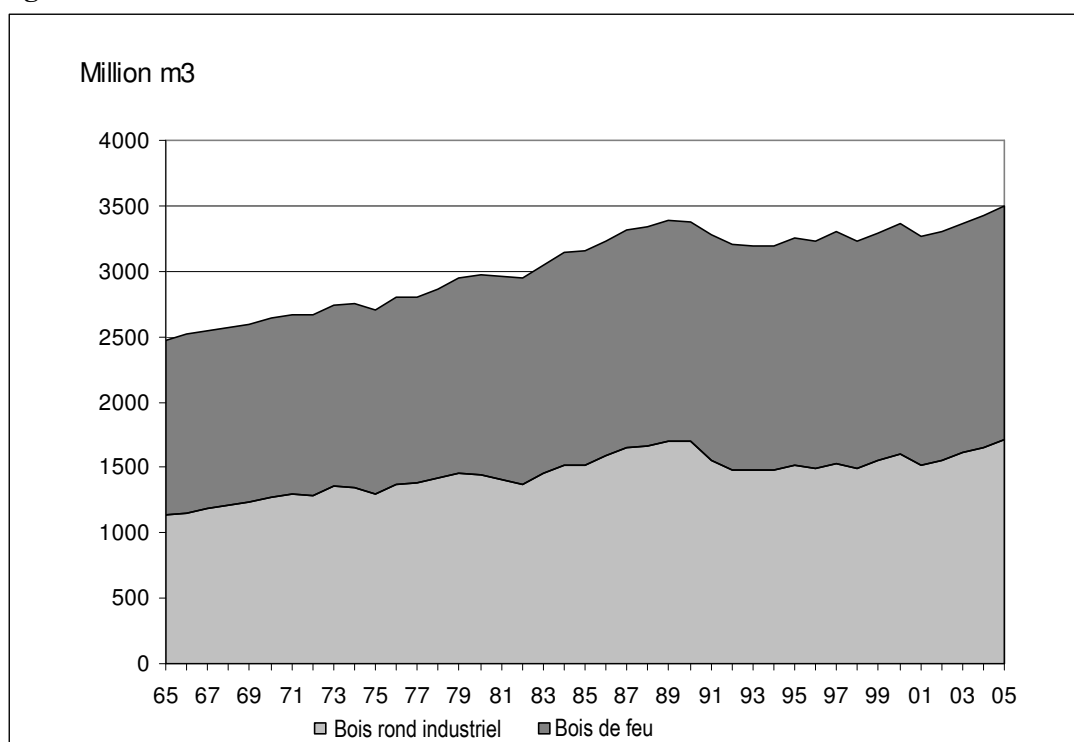
Source: FAO

Figure 6. Pêches de capture – eaux intérieures et mers

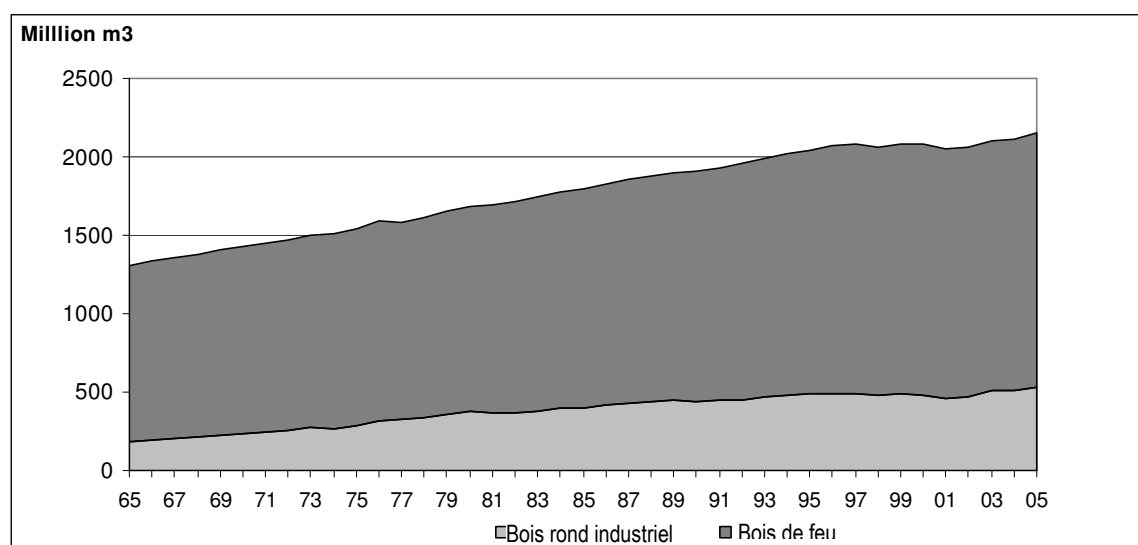
Source: FAO

Figure 7. Production aquacole – monde et Chine

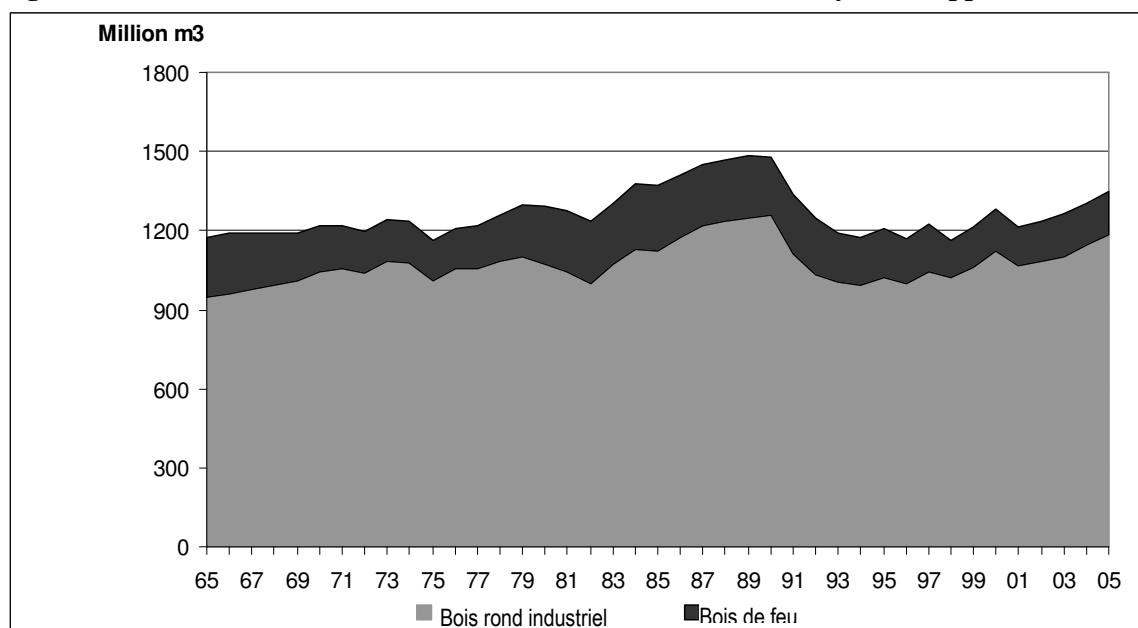
Source: FAO

Figure 8. Production de bois de feu et de bois rond industriel - Monde

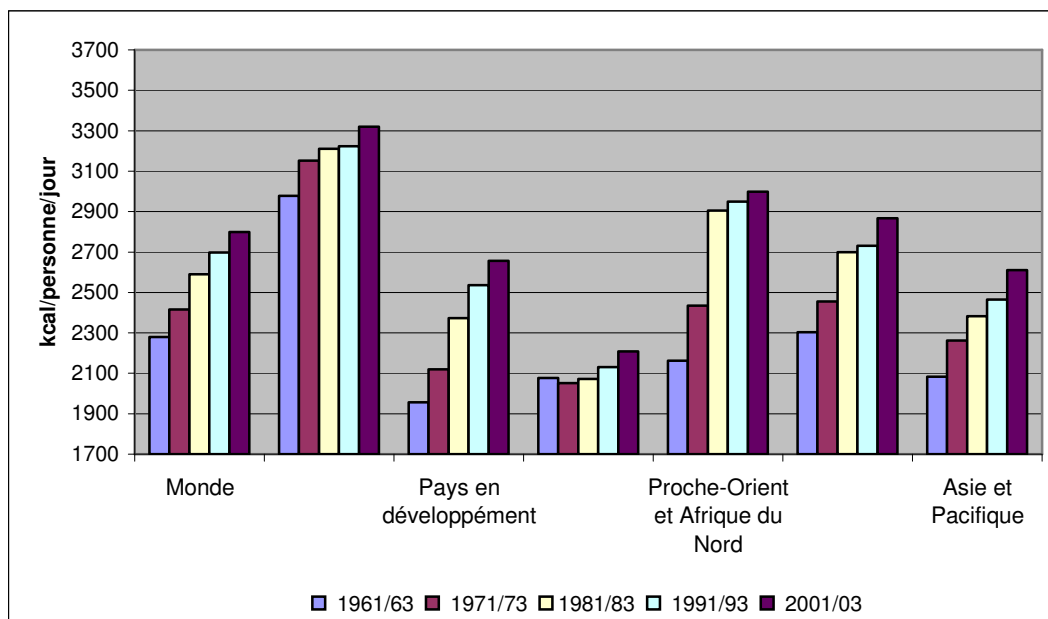
Source: FAO

Figure 9. Production de bois de feu et de bois rond industriel – Pays en développement

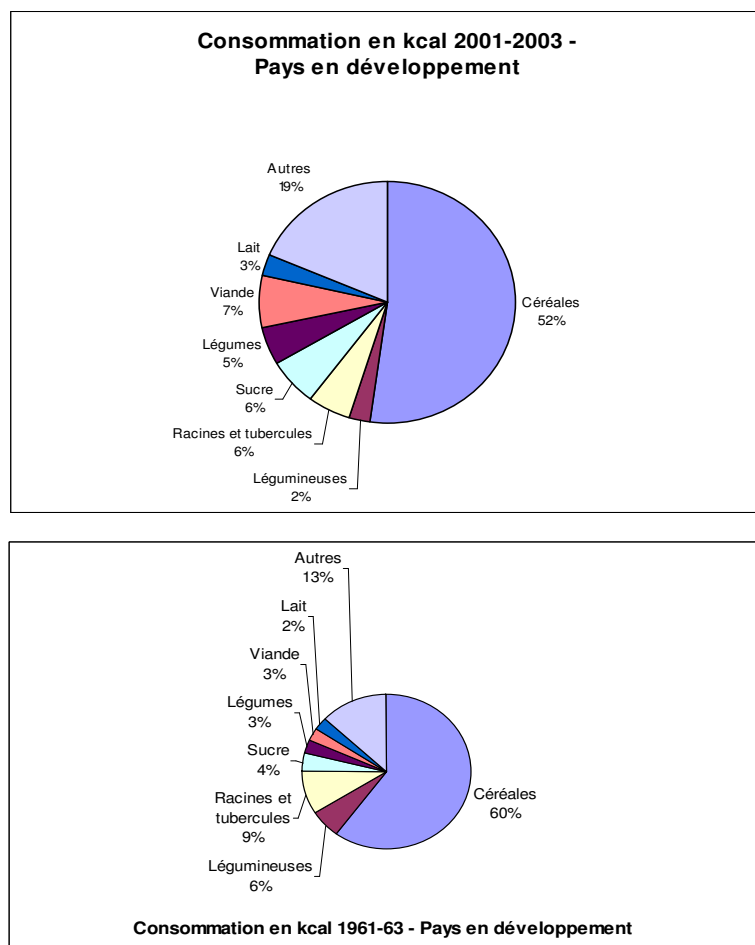
Source: FAO

Figure 10. Production de bois de feu et de bois rond industriel – Pays développés

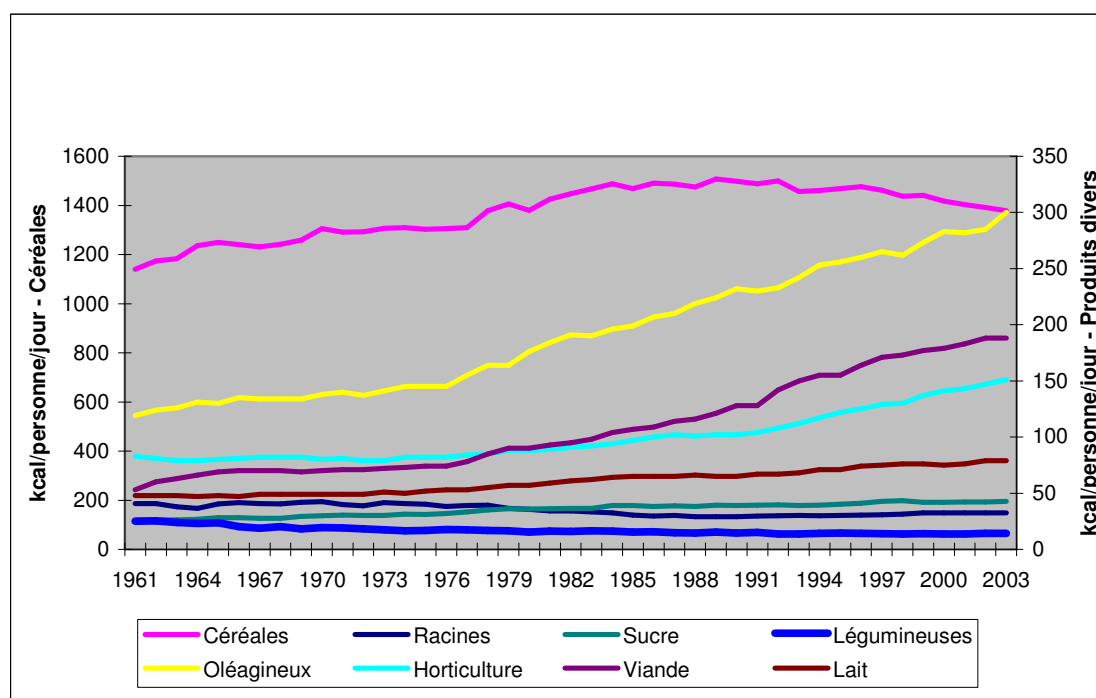
Source: FAO

Figure 11. Consommation alimentaire par habitant

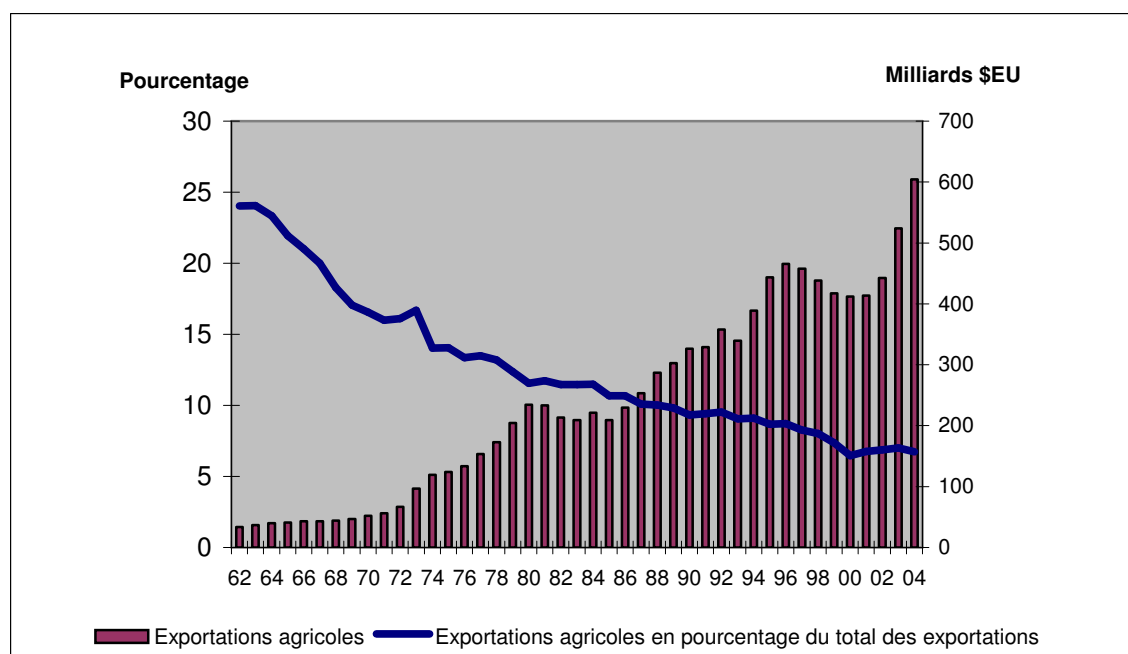
Source: FAO

Figure 12. Changement de structure de la consommation alimentaire

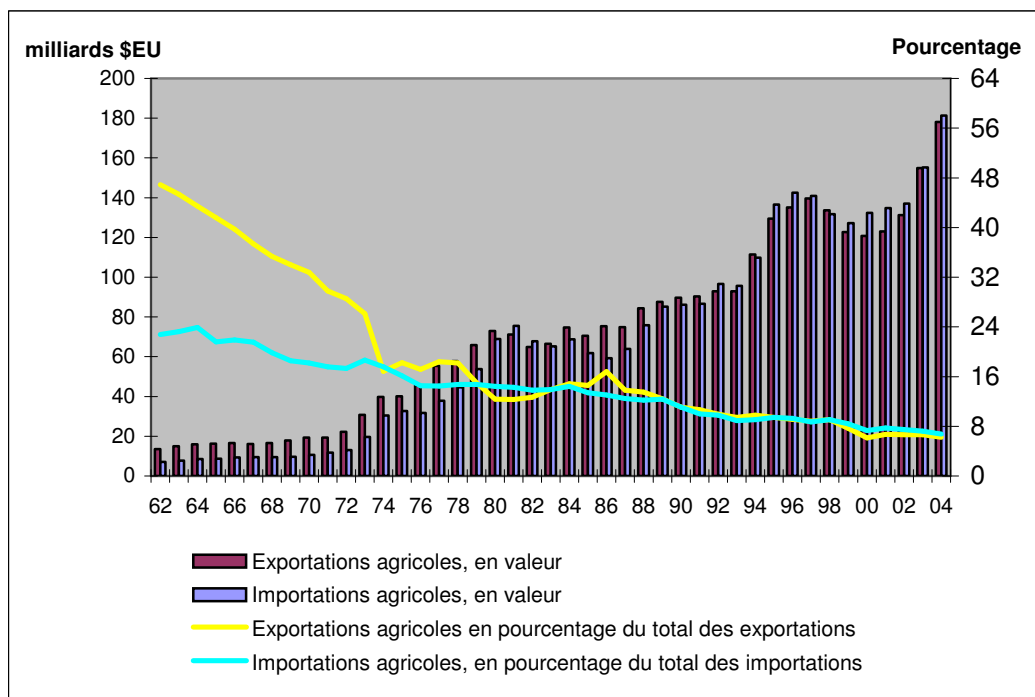
Source: FAO

Figure 13. Consommation de divers produits alimentaires dans les pays en développement

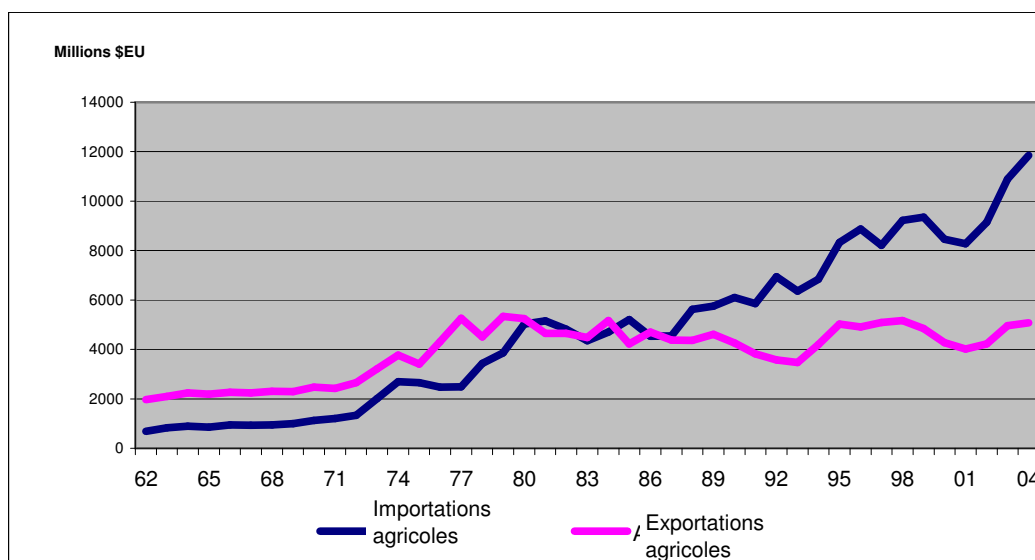
Source: FAO

Figure 14. Exportations agricoles mondiales

Source: FAO

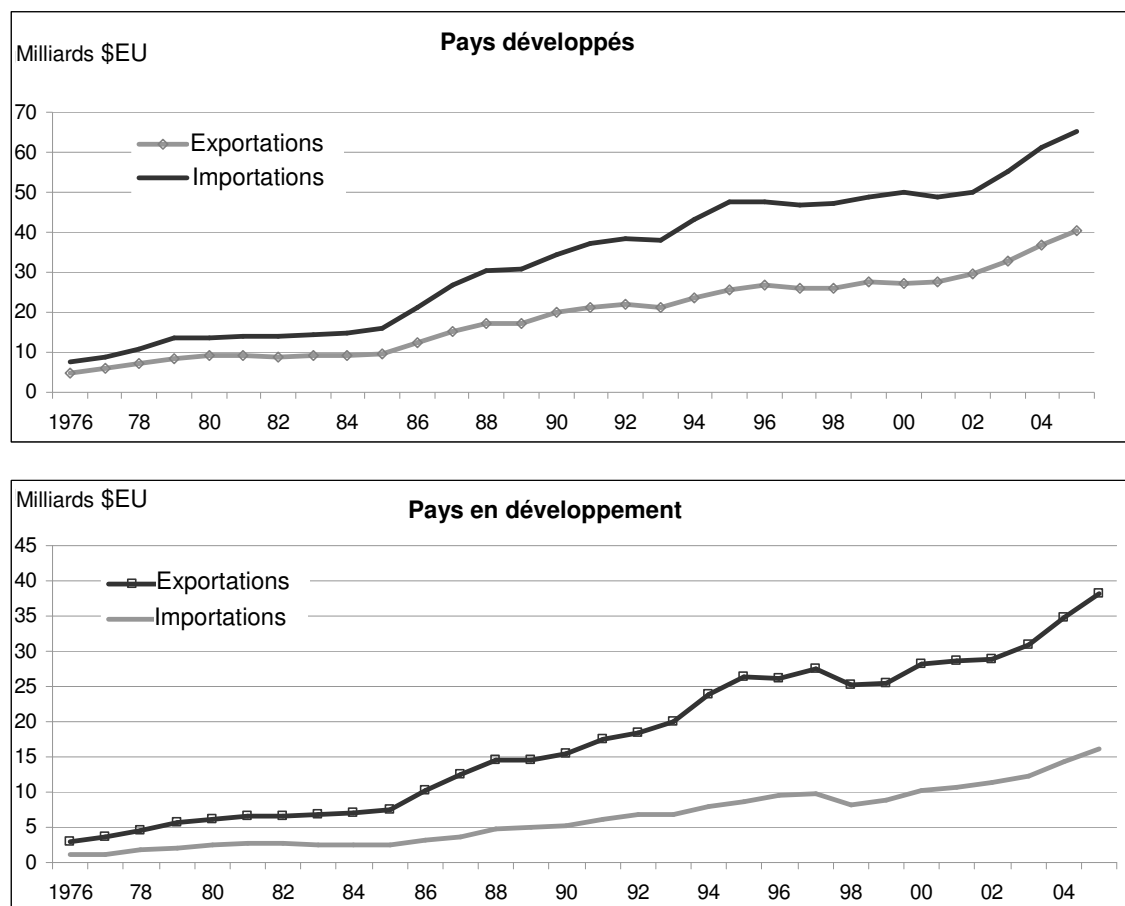
Figure 15. Importations et exportations agricoles des pays en développement

Source: FAO

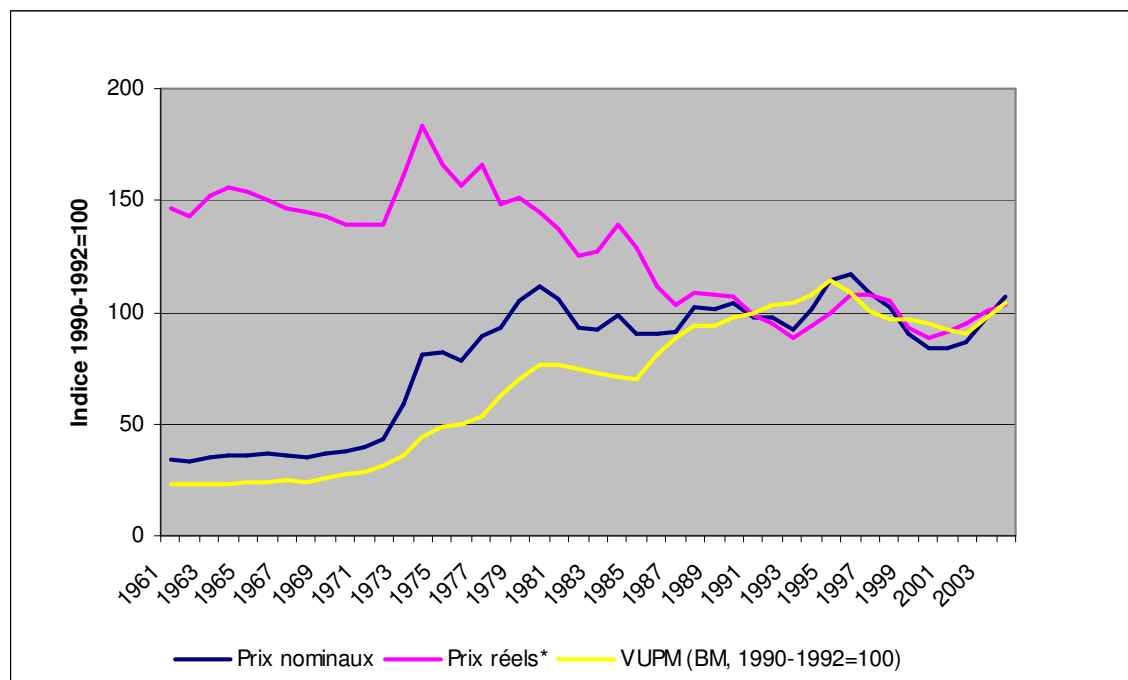
Figure 16. Balance commerciale agricole des pays les moins développés

Source: FAO

Figure 17. Exportations et importations des produits de la pêche – pays développés et pays en développement



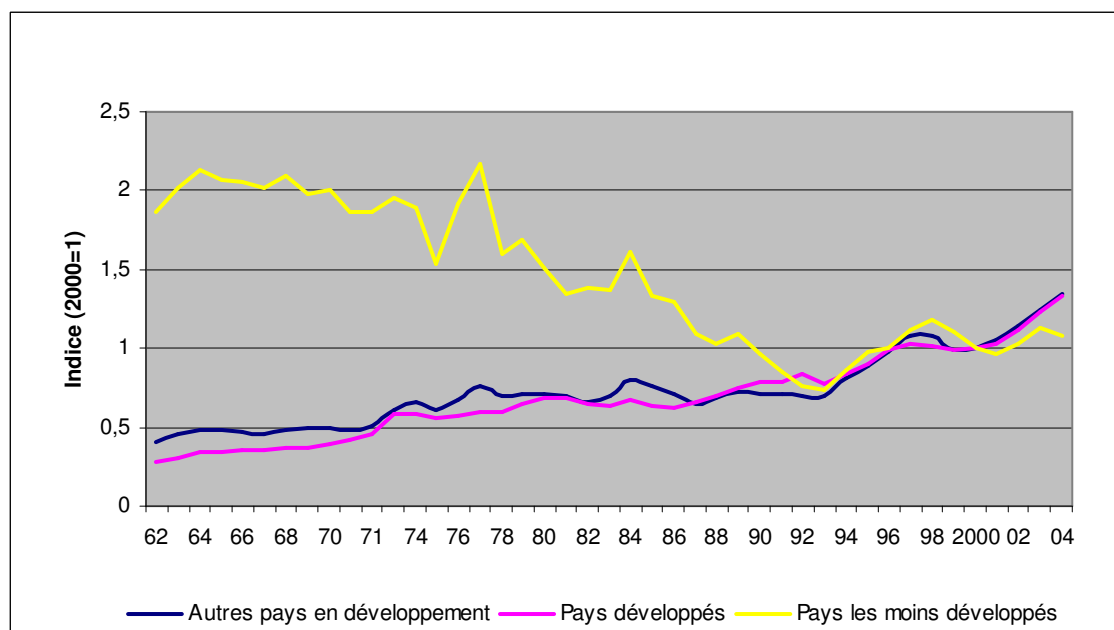
Source: FAO

Figure 18. Prix des produits agricoles

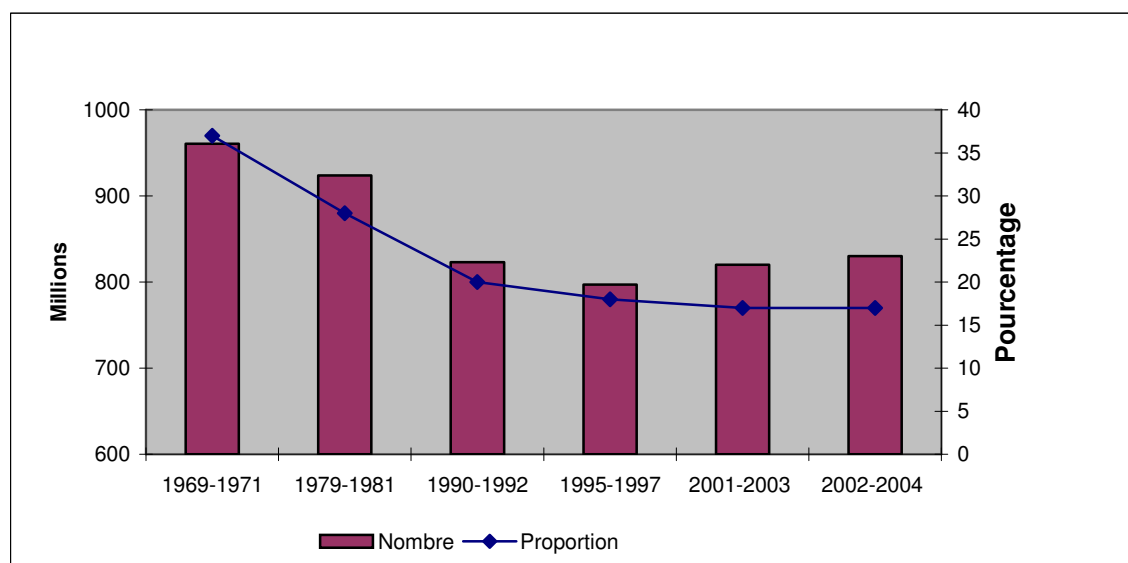
* Les prix réels sont diminués de la valeur unitaire d'exportation du total des exportations de marchandises.

** La VUPM est la valeur unitaire des produits manufacturés.

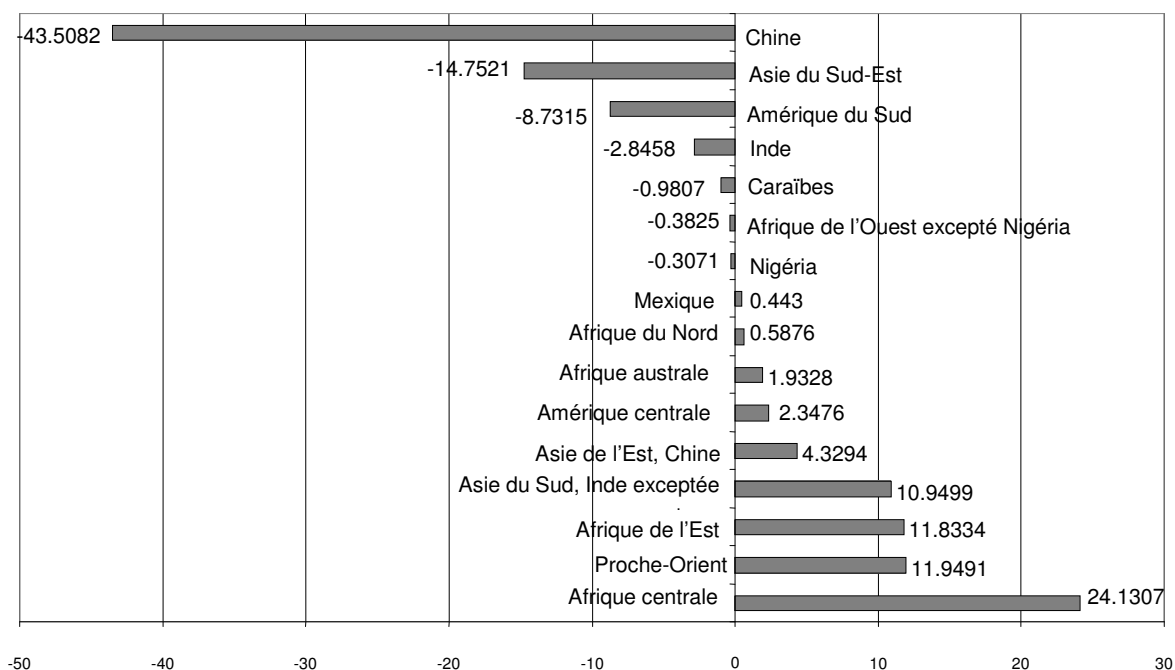
Source: FAO

Figure 19. Revenus du commerce des produits agricoles

Source: FAO

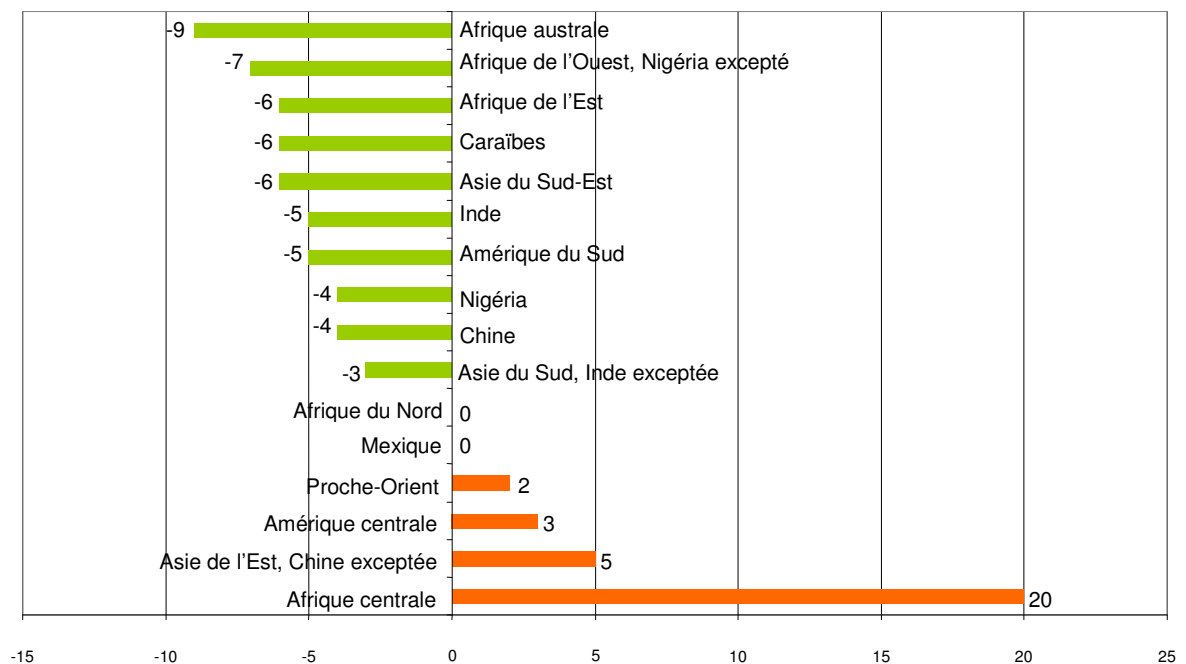
Figure 20. Sous-alimentation dans les pays en développement

Source: FAO

Figure 21a. Évolution du nombre de personnes sous-alimentées par sous-région entre 1990-1992 et 2001-2003 (en millions)

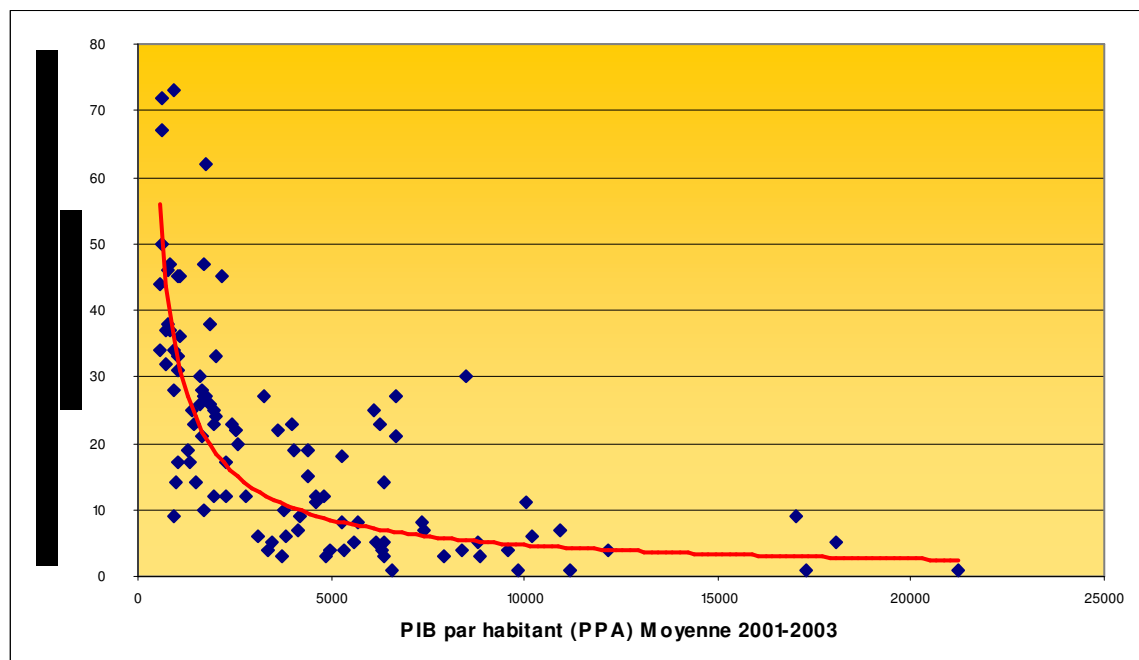
Source: FAO

Figure 21b. Évolution de la proportion de personnes sous-alimentées par sous-région entre 1990-1992 et 2001-2003



Source: FAO

Figure 22. PIB par habitant et sous-alimentation



Source: FAO, WDI 2007